AFFAIRE DU CERCLE DE JEUX : CAVALES EN CASCADE

dimanche, 6 janvier 2008 | par **Laurent Léger**

Affaire du cercle de jeux : cavales en cascade. Dans l'affaire du cercle de jeux Concorde, **Paul Lantiéri**, l'ancien directeur artistique et grand ami du banquier suisse **François Rouge**, continue sa cavale. Recherché et soupçonné par les flics marseillais d'être l'une des têtes pensantes, voire l'architecte de la réouverture du cercle, le bon M. Paul est également mis en examen dans une affaire connexe : la tuerie de la brasserie des Marronniers. Heureusement, un de ses copains court également la campagne : **Antoine Nivagionni**, le patron de la société méditerranéenne de sécurité (SMS), qui dispose de nombreux contrats dans le sud-est de la France. L'ami Tony est légèrement soupçonné d'escroquerie en bande organisée, association de malfaiteurs, détournement de fonds publics par la flicaille et le juge **Charles Duchaine**, comme par son ami Paul. S'ils se croisent en cavale, Paul et Antoine auront au moins un sujet de discussions. « *Plusieurs, mêmes* », susurre un policier malicieux.

Front Polisario : on prend les mêmes et on recommence. Le leader du Front Polisario, **Mohamed Abdelaziz**, est décidément un peu dur de la feuille. Alors que la population des campements de réfugiés de Tindouf grogne ouvertement contre la mainmise de son clan sur le pouvoir (il va jusqu'à gérer en personne l'attribution de bons d'essence), Abdelaziz a décidé de passer outre ces revendications démocratiques. Lors du dernier Congrès du Front, organisé en grande pompe du 14 au 19 décembre à Tifariti, en Algérie, Abdelaziz a en effet reconduit peu ou prou le même « gouvernement » sahraoui. Résultat : les courants réformistes internes au mouvement indépendantiste l'ont très mauvaise. « *Le Polisario n'est même pas une dictature dans la mesure où l'on peut exprimer. Mais on crie dans le vide car rien ne change. C'est comme si on n'existait pas* », s'exclame, écoeuré, l'un de ces réformistes.